



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 104 – 2 MARS 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**ETHIOPIE :
FORTE HAUSSE
DE L'EXCEDENT
COMMERCIAL
FRANÇAIS**

**PUBLICATION DU
CLASSEMENT MONDIAL
2017 SUR LA
CORRUPTION DE
TRANSPARENCY
INTERNATIONAL**

**MAURITANIE :
BONNE ORIENTATION
DU CADRE
MACROECONOMIQUE
SELON LA BANQUE
MONDIALE**

**LIBERIA : REEXAMEN
DES CONCESSIONS
PASSEES PAR LES
PRECEDENTS
GOUVERNEMENTS**

**TANZANIE :
ALERTE DU PATRONAT
SUR LE
RALENTISSEMENT DES
INVESTISSEMENTS
DANS LES GRANDS
PROJETS**

**NIGER :
LANCEMENT DU PROJET
JEUNESSE DIFFA
SOUTENU PAR L'AFD**

**LE CONGO-
BRAZZAVILLE PRESENT
AU SALON
INTERNATIONAL DE
L'AGRICULTURE**

**MOZAMBIQUE :
ANADARKO CONCLUT
SON PREMIER CONTRAT
FERME DE FOURNITURE
DE GNL AVEC EDF**

**DJIBOUTI :
REPRISE DU TERMINAL
DCT PAR LE
GOUVERNEMENT
DJIBOUTIEN**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique de l'Est et océan Indien : publication du classement mondial sur la corruption de Transparency International

L'organisation non gouvernementale Transparency International a publié le 22 février l'édition 2017 de son indice de perception de la corruption (IPC). Cet indice mesure la perception qu'a la population de la corruption de l'administration publique et attribue une note entre 0 et 100, 100 étant la situation la plus favorable. En Afrique de l'Est et dans l'océan Indien, les Seychelles occupent la première place, à la 36^{ème} place mondiale, suivies par le Rwanda, 46^{ème}, et Maurice, 54^{ème}. Le Soudan du Sud, 179^{ème}, et la Somalie, 180^{ème}, occupent les dernières positions. Les évolutions notables en 2017 sont la dégradation constatée à Maurice, dont le score est passé entre 2016 et 2017 de 54 à 50, et l'amélioration en Tanzanie, dont le score est passé de 32 à 36.

Pays	Classement	Score	
	2017	2017	2016
Burundi	157	22	20
Comores	148	27	24
Djibouti	122	31	30
Erythrée	165	20	18
Ethiopie	107	35	34
Kenya	143	28	26
Madagascar	155	24	26
Maurice	54	50	54
Ouganda	151	26	25
Rwanda	48	55	54
Seychelles	36	60	ND
Somalie	180	9	8
Soudan	175	16	14
Sud Soudan	179	12	11
Tanzanie	103	36	32

Source : Corruption Perceptions Index 2017

✉ benoit.gautier@dgtresor.gouv.fr

▼ Transparency International : forte régression de la zone Afrique de l'ouest anglophone en termes de corruption en 2017

Toujours selon l'édition 2017 de l'indice de perception de la corruption, les quatre pays de la zone Afrique de l'Ouest anglophone sont en forte régression, perdant respectivement 7 (Sierra Leone classée 130^{ème}), 11 (Ghana 81^{ème}), 12 (Nigéria 148^{ème}) et 32 (Libéria 122^{ème}) places. Selon l'ONG, le Libéria aurait ainsi perdu 10 points au score CPI depuis 2012 et la Présidente sortante, Ellen Johnson Sirleaf, aurait admis dans son dernier discours sur l'état de la nation ne pas être parvenue à tenir sa promesse de lutter contre la corruption.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ **Monnaie unique en 2020 : adoption de la feuille de route révisée pour la CEDEAO**

La task force présidentielle sur la monnaie unique de la CEDEAO s'est réunie le 21 février à Accra, en vue de proposer une feuille de route révisée en vue de l'adoption de la monnaie unique. Les membres présents ont réaffirmé leur engagement pour une entrée en vigueur en 2020 et ont par ailleurs adopté une approche graduelle, prévoyant dans un premier temps l'intégration des membres répondant aux critères de convergence macroéconomique (déficit public inférieur à 3 % du PIB, inflation inférieure à 10 %, réserves de change supérieures à 3 mois d'importations, etc.), les autres pouvant être intégrés ultérieurement.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Ghana : le pays cherche à diversifier ses sources de financement souverain

En vue de nouvelles émissions obligataires souveraines en devise (Eurobond), le ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, s'est rendu sur les places financières de Singapour et d'Hongkong afin de promouvoir l'attractivité de la dette ghanéenne auprès des investisseurs asiatiques. Le Ghana chercherait à diversifier ses sources de financement souverain, après les succès d'estime qu'il a récemment obtenus sur les marchés occidentaux. En 2018, le Ghana devra émettre de nouvelles obligations de l'ordre de 1 Md à 2 Mds USD afin de financer un déficit public estimé à 4,5 % du PIB par le gouvernement.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Afrobaromètre contrebalance les résultats de Transparency international sur la perception de la corruption dans le pays

Contrairement au rapport de Transparency international qui fait état d'une réduction de la corruption en Côte d'Ivoire (hausse du score de 34 à 36 sur 100 et gain de 5 places au classement), le rapport 2017 de l'Institut Afrobaromètre souligne, au contraire, une hausse sensible du phénomène dans le pays au cours des dernières années. Selon Afrobaromètre, 47 % des personnes interrogées ont déclaré avoir payé, entre 2016 et 2017, au moins une fois un pot-de-vin à un agent de police (contre 26 % en 2014), 31 % à un fonctionnaire (contre 29 % en 2014) et 20 % à un agent des services d'eau et d'électricité (contre 13 % en 2014).

✉ Saint-Jerome.KOFFI@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : récession attendue de l'économie en 2018 par la BAfD

D'après la Banque africaine de développement, l'économie burundaise devrait demeurer en récession en 2018, puisque le taux de croissance est attendu à -0,3 % du PIB, après avoir atteint -1,3 % en 2017. Cette mauvaise performance serait due à l'absence d'investissements directs étrangers et à un niveau limité d'aide au développement. Autre conséquence de l'isolement financier du régime, le déficit budgétaire est attendu à 8,9 % du PIB, après avoir atteint 8,2 % en 2017. Le déficit courant est prévu à 10,4 % du PIB, contre 8,2 % en 2017, un niveau élevé qui entraîne des tensions sur le franc burundais. Le ministre burundais des finances a pour sa part indiqué que la prévision de croissance gouvernementale était de 3,9 % pour 2018.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : légère baisse de l'excédent commercial français

L'excédent commercial français avec Djibouti a diminué de 6,4 % en 2017 à 78,9 M EUR, en raison de la baisse des exportations et du développement des importations depuis Djibouti. Les exportations françaises se sont établies à 81,6 M EUR en 2017, en baisse de 5 % par rapport à l'année précédente, alors que les importations se sont élevées à 2,7 M EUR, soit une hausse de 63,5 % sur un an. Djibouti est en déficit commercial structurel avec ses différents partenaires, dont la France.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : forte hausse de l'excédent commercial français**

L'excédent commercial français vers l'Ethiopie a atteint un nouveau record en 2017, s'élevant à 791 M EUR contre 386 M EUR en 2016. Cette performance s'explique d'abord par la forte hausse des exportations qui ont encore presque doublé – 227 M EUR en 2015, 431 M EUR en 2016, 832 M EUR en 2017 –, portée par les ventes de matériel de transport – notamment aéronautiques – passées de 240 M EUR à 611 M EUR. Hors matériel de transport, les exportations françaises ont atteint 221 M EUR, en hausse annuelle de 15,8 %. L'Ethiopie est en 2017 notre 4^{ème} marché d'exportation en Afrique subsaharienne – et le 3^{ème} marché non francophone – alors qu'elle occupait la 24^{ème} place en 2014. Les importations diminuent quant à elles de 10 % à 40 M EUR. L'Ethiopie est ainsi le premier excédent commercial de la France en Afrique subsaharienne.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : sursouscription de l'Eurobond émis par le Kenya**

L'eurobond émis par le Kenya sur le *London Stock Exchange* a été sursouscrit à hauteur de sept fois après que les propositions faites au *National Treasury* aient totalisé 14 Mds USD, contre 2 Mds USD proposés en deux tranches égales. La première tranche, émise à 10 ans, était dotée d'un coupon de 7,25 % ; la deuxième tranche, émise à 30 ans, d'un coupon de 8,25 %. Alors que le ministre des finances avait déclaré que les fonds levés serviraient au financement des infrastructures, une partie pourrait être également utilisée pour le remboursement d'un premier eurobond de 500 M USD émis en 2014 et de prêts syndiqués totalisant 750 M USD arrivant à maturité en 2019. Fin 2017, la dette publique kenyane d'élevait à 45,3 Mds USD (58 % du PIB), dont 23,3 Mds de dette externe et 22 Mds de dette domestique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : émission d'un nouvel Eurobond de 850 M EUR**

Le gouvernement ivoirien vient de procéder au lancement officiel d'un nouvel Eurobond. La monnaie d'émission sera exclusivement l'Euro et le montant minimum recherché est de 850 M EUR sur une maturité de 10 ans. Quatre banques ont été sélectionnées pour arranger cette opération qui devrait être bouclée avant mi-mars. Il s'agit de la Société générale, de BNP Paribas, de Citibank et de Deutsche Bank. Cette émission constitue la 4^{ème} sortie de l'Etat ivoirien sur les marchés internationaux, après celles de juillet 2014 (500 M USD, 5,625 %, 10 ans), février 2015 (1 Md USD, 6,625 % sur 12 ans) et juin 2017 (1250 M USD à 6,125 % sur 16 ans -625 M EUR à 5,125 % sur 8 ans).

✉ Saint-Jerome.KOFFI@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : engagement du ministre des Finances à réformer la loi sur l'encadrement des taux bancaires**

Alors qu'une mission du FMI se déroule à Nairobi, le ministre des Finances, Henry Rotich, a annoncé étudier un retrait de la loi sur l'encadrement des taux d'intérêt, en vigueur depuis septembre 2016. Le ministre a reconnu que cette loi avait entraîné une forte décélération du crédit au secteur privé qui a atteint 2,4 % de croissance annuelle seulement en 2017. Le retrait de cette loi d'encadrement bancaire et la consolidation des finances publiques constituent deux exigences du FMI pour la conclusion d'un nouveau programme avec le Kenya, programme souhaité par le gouvernement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : 90 % des investissements indiens en Afrique entre 2008 et 2016 à destination de Maurice**

C'est ce que révèle une étude que vient de publier le think tank indien *Observer Research Foundation* sur les investissements de l'Inde vers l'Afrique. Au total, entre 2008 et 2016, sur 52,6 Mds USD d'investissements indiens vers le continent africain, 47,6 Mds USD étaient à destination de l'île Maurice. Toutefois, selon le rapport, une importante partie de ces investissements à Maurice serait ensuite réinvestis en Inde. Hors Maurice, les investissements indiens sur le continent africain restent très concentrés géographiquement puisque respectivement 63 et 22 % des investissements sont réalisés en Afrique de l'Est et en Afrique du Nord.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : déficit commercial record en 2017**

Les chiffres consolidés du commerce extérieur font apparaître un creusement du déficit commercial en 2017. Ce dernier s'est élevé à 2,9 Mds USD, soit 23,6 % du PIB, contre 2,5 Mds USD en 2016, soit une dégradation de 16 % en glissement annuel. Les exportations se sont établies à 2,3 Mds USD contre 2,2 Mds USD en 2016, soit une hausse de 3,9 %. En revanche, les importations se sont accrues de 9 % à 5,2 Mds USD en 2017 contre 4,8 Mds USD en 2016. En 2017, le taux de couverture n'est donc plus que de 45 % contre 50 % en 2016.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : brutal assèchement des liquidités par la Banque centrale**

Le 4 février dernier, la Banque centrale a restreint soudainement et sans prévenir les liquidités fournies aux banques, qui elles-mêmes ont alors limité drastiquement les retraits d'espèces de leurs clients, en guichet et distributeurs. Depuis le 4 février, il n'est ainsi plus possible de retirer plus de 10 000 SGD, soit 550 USD. Cet assèchement pourrait avoir comme effet collatéral de favoriser la bancarisation des transactions monétaires, les chèques et transferts bancaires n'étant pas concernés par cette limitation.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : bonne orientation du cadre macroéconomique selon la Banque mondiale**

Selon la Banque mondiale, la Mauritanie a enregistré un taux de croissance de 3,5 % du PIB en 2017, tirée essentiellement par la pêche, le commerce et les industries manufacturières. L'inflation pour sa part a atteint 2,4 %, reflétant la hausse des prix des denrées alimentaires importées et l'effet de la dépréciation continue de l'Ouguiya. Les réserves en devises, passent de 5,2 mois d'importation en 2016 à 5,1 mois en 2017. Le solde budgétaire primaire en 2017 est resté excédentaire à 1,2 % du PIB, ce qui a conduit à un recul du taux d'endettement global pour la première fois depuis plusieurs années. La Banque prévoit une croissance moyenne de 5,2 % d'ici 2020.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : accélération de l'activité économique au 3ème trimestre 2017**

Les derniers comptes nationaux montrent que la croissance du PIB est en hausse à 4,1 % au troisième trimestre 2017. Côté offre, le secteur primaire croît de 7,6 % grâce à la bonne performance de l'agriculture vivrière et de l'agriculture industrielle et d'exportation ; le secondaire de 2,6 %, malgré la contreperformance de la branche « Extraction de pétrole brut » (-1 point); et le tertiaire de 4,3 %. Côté demande, l'accélération est essentiellement soutenue par les dépenses publiques. Les exportations se replient de 4,7 %, mais moins que les importations (-9,5 %). La compatibilité de l'accélération de la croissance avec la contraction des importations demande à être explicitée.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : le ministère des Finances et du Budget tchadien présente sa stratégie globale de réduction de la masse salariale**

Le ministère des Finances et du Budget a présenté sa stratégie globale de « maîtrise de la masse salariale et de préservation des droits des agents publics » le 27 février 2018. Elle consiste essentiellement en l'assainissement du fichier de la solde, le recensement physique et biométrique des agents de l'Etat, la refonte et l'harmonisation de leur régime de rémunération, et l'audit des diplômes. L'Etat cherche en effet à économiser 30 Mds FCFA par an sur sa masse salariale.

✉ couleaudc@afd.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : la Banque centrale règlemente le versement des dividendes

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a publié fin janvier une circulaire régulant le versement de dividendes par les banques commerciales (en fonction du niveau de créances douteuses dans l'encours de prêts, de celui du coefficient de réserves obligatoires, etc.) ; ainsi, à titre indicatif parmi les seuils retenus, les banques commerciales présentant un taux de créances douteuses supérieur à 10 % ne pourront verser de dividendes. Pour rappel, le Fonds monétaire international (FMI) avait déclaré lors de sa visite au Nigéria en juillet 2017, que le taux de créances douteuses dans l'encours de prêts avait plus que doublé depuis 2015, passant de 6 % en 2015 à 15 % en 2017.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : réexamen des concessions passées par les précédents gouvernements

Un comité spécial composé de neuf membres a été constitué la semaine passée par le Président George Weah, qui sera chargé de passer en revue toutes les concessions et accords passés par le gouvernement libérien. Le Comité devra plus particulièrement étudier si l'exécution de ces contrats correspond aux termes agréés et respecte le droit libérien. Le pays a été largement critiqué pour avoir attribué une partie importante de ses terres à des sociétés d'exploitation étrangères. Autre décision récente, le Parlement libérien a décidé de repousser sine die le recensement prévu pour mars 2018, faute de fonds nécessaires. Le dernier recensement s'est tenu en 2008 et avait comptabilisé 3,5 M de personnes.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : léger recul de l'indice de liberté économique en 2017

La *Heritage Foundation* a publié début février son rapport annuel sur l'indice de liberté économique, établi à partir de quatre critères : l'Etat de droit, la taille de l'Etat, l'efficacité de la réglementation et l'ouverture des marchés. Avec un score de 56,8 points sur 100, en baisse de 0,6 point par rapport à 2016, Madagascar se hisse au 119^{ème} rang mondial et au 16^{ème} rang africain. La Grande île avait enregistré son meilleur score en 2010 avec 63,2 points. Classée « majoritairement non libéralisée », l'économie malgache est notamment mal notée en matière de droits de propriété, d'intégrité du gouvernement, de dépenses publiques, de pression fiscale et de droit du travail. Des progrès sont cependant constatés en termes de facilité de conduite des affaires.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : création d'une immense zone de protection marine

Le gouvernement des Seychelles vient d'annoncer la création d'une vaste zone de protection marine pour préserver ses eaux. La zone protégée aura une superficie de 210 000 km², soit approximativement 15 % de la Zone économique exclusive (ZEE) seychelloise. Cette réserve s'inscrit dans le cadre de l'« économie bleue », axe de développement de cette économie insulaire très dépendante de la pêche et du tourisme. Près d'un tiers de la nouvelle réserve sera interdite à tout type de pêche et le reste de la zone sera accessible aux seuls petits pêcheurs locaux et interdite aux gros chalutiers. La pêche aux Seychelles génère 300 M USD de recettes par an.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : alerte du patronat Tanzanien (TPSF) sur le ralentissement des investissements dans les grands projets**

Le directeur exécutif de la *Tanzania Private Sector Foundation* (TPSF), Godfrey Simbeye, a alerté le Conseil national de l'autonomisation économique (NEEC) sur l'impact négatif de la bureaucratie et de la lenteur des décisions gouvernementales dans le domaine des investissements publics. Ainsi, des projets tels que l'usine d'engrais de Lindi (1,8 Md USD) dans le sud de la Tanzanie et la zone économique spéciale (ZES) de Bagamoyo, au nord de Dar es Salam, qui auraient dû démarrer en décembre 2016, sont-ils toujours au point mort. Selon TPSF, de telles pratiques menacent la mise en œuvre du second plan de développement quinquennal 2016/17-2020/21, qui prévoit une contribution du secteur privé à hauteur de 45 % du programme d'investissement et dont le montant est estimé à plus de 45 Mds USD

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : utilisation d'Internet par la moitié de la population**

Le nombre d'utilisateurs d'Internet en Tanzanie a atteint 23 millions de personnes fin 2017, soit un taux de pénétration de plus de 45 % selon *la Tanzania Communication Regulatory Authority*. En 2012, il n'était que de 7,5 millions de personnes soit 17 %. Le développement de la téléphonie mobile explique cette croissance, avec un nombre d'utilisateurs passé de 27,6 millions en 2012 à 40,0 millions en 2017.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : la politique économique, priorité du Président soudanais**

Lors d'un discours devant le comité central de son parti politique en date du 20 janvier, le président Béchir a mis l'accent sur les défis économiques de son pays et souligné la nécessité de prendre des mesures drastiques pour réduire les dépenses publiques. Son conseiller pour les affaires économiques a été limogé le 21 février et remplacé par Faisal Hassan Ibrahim. Ce dernier a dès sa prise de fonction décidé de mettre en place un haut comité pour la politique macroéconomique.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : lancement d'études en vue de l'introduction des services numériques IoT**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP-Bénin) lance les études pour la réorganisation de l'utilisation des bandes de fréquences de 700 Mhz, 900 Mhz et 1800 Mhz, et les perspectives d'introduction des IoT (internet des objets ou Internet of Things). Le projet vise à proposer un cadre réglementaire pour la fourniture des services IoT, identifier les bandes de fréquences susceptibles d'accueillir les services IoT, élaborer un modèle type de cahier des charges et produire une évaluation des types de frais et redevances susceptibles d'être appliqués dans le cadre de la fourniture de ce service.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : opérationnalisation d'une chambre commerciale dédiée aux contentieux propres aux « petites créances »**

Une chambre commerciale chargée des contentieux liés aux petites créances (0 à 1 M FCFA) vient d'être rendue opérationnelle. La distinction des litiges de créances en fonction de leur montant permettra d'augmenter le temps disponible des trois chambres commerciales pour le traitement des dossiers plus complexes de recouvrement de créances. Pour mémoire, deux autres mesures ont été initiées fin 2017 : il s'agit d'un projet de création d'une chambre commerciale au niveau de la Cour d'Appel et de la séparation de l'enrôlement des dossiers commerciaux de celui des dossiers civils.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Nigéria : 611 M USD de la Banque mondiale pour renforcer la scolarisation**

La Banque mondiale a approuvé un financement de 611 M USD sur 5 ans pour soutenir le Nigéria dans le renforcement des services d'éducation pour tous. Pour information, d'après les derniers chiffres de la Banque mondiale, en 2013, le taux brut de scolarisation en primaire au Nigéria s'élevait à 93,7 %, un chiffre en deçà de la moyenne enregistrée en Afrique subsaharienne à 97,8 %. En juillet 2017, le gouvernement nigérian estimait à 10,5 M le nombre d'enfants non-scolarisés.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : annonce d'un nouvel outil de financement public pour les start-ups**

Le ministre chargé du développement des entreprises, Ibrahim Mohamed Awal, a annoncé la création d'un fond de 5 M USD destiné à faciliter le financement et le développement des start-ups ghanéennes, en leur donnant accès à des prêts aux taux bonifiés. Cette nouvelle initiative succède à la création d'un fonds de 10 M USD, adopté au cours de la mandature précédente, accusé par la suite de voir ses ressources détournées de son objectif initial. Le ministre a annoncé qu'une franchise d'impôts de 3 ans pourrait de surcroît être accordée aux start-ups ghanéennes.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : le Président George Weah à Paris pour son 1^{er} déplacement en Europe**

Le Président libérien George Weah s'est rendu à Paris du 20 au 23 février, pour son premier déplacement en Europe. A cette occasion, George Weah s'est rendu au Conservatoire national des arts et métiers, avec lequel il a signé un accord de coopération en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Le Président libérien s'est également entretenu avec le MEDEF, qu'il a invité à Freetown pour évaluer les opportunités d'investissement. Pour information, la France a ajouté la semaine passée le Libéria et la Gambie à la liste des 17 pays prioritaires de son aide au développement. Les deux Présidents auraient également lancé une plateforme pour le sport en Afrique, qui disposerait d'un budget de 15 M EUR.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Communauté d'Afrique de l'Est : besoin en financements de 78 Mds USD de la CAE pour ses projets d'infrastructures sur les dix prochaines années**

Le volet économique du 19^{ème} sommet des chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), qui s'est tenu à Kampala les 22 et 23 février, a été consacré aux secteurs de la santé et des infrastructures. Le besoin en financement dans les infrastructures a été estimé à 78 Mds USD au cours des dix prochaines années, un montant nécessaire pour financer plus de 200 projets dans les États-membres à l'exception du Soudan du Sud. Plus précisément, le coût des besoins dans les secteurs ferroviaire, de l'hydroélectricité et de l'exploration pétrolière et gazière dans la région est estimé à 62 Mds USD.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : don de 5,5 M USD de l'Union européenne (UE) pour trois projets rizières en Tanzanie**

L'UE a récemment octroyé un don de 5,5 MUSD pour soutenir le programme Corridor sud de la croissance agricole (*Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania – SAGCOT*) qui couvre un tiers de la partie continentale de la Tanzanie. L'objectif du don est d'améliorer la chaîne de valeur de la production rizicole des petits producteurs, dont le nombre est estimé à 30 000, dans les régions de Morogoro et d'Iringa par le renforcement des capacités. SAGCOT bénéficie fortement du soutien de la communauté des bailleurs de fonds et a obtenu 108 M USD de financements en 2016. Le programme vise à promouvoir l'engagement des acteurs privés de l'*agrobusiness* et leur partenariat avec les producteurs pour obtenir une masse critique d'investisseurs.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : lancement du projet Jeunesse Diffa soutenu par l'AFD**

Le lancement officiel du projet Jeunesse Diffa, initié en 2016 et soutenu par l'AFD, s'est déroulé le 20 février à Diffa, à l'extrême sud-est du Niger. Ce projet, doté de 10 M EUR, vise à contribuer à l'amélioration des conditions et perspectives de vie des jeunes de cette région au contexte sécuritaire difficile (présence de Boko Haram). Les deux premiers volets du projet concernent la culture, la formation professionnelle et l'insertion des jeunes et seront mis en œuvre par un consortium d'ONG internationales en partenariat avec des ONG nationales. Le dernier axe du projet permettra de travailler sur la gouvernance et le pilotage du développement de la région en l'ensemble des acteurs locaux y compris les jeunes.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : une aide américaine de 18 M USD pour lutter contre le paludisme**

Les Etats-Unis, à travers leur agence pour le développement international (USAID), se sont engagés à verser 18 M USD au Niger afin de financer un programme de lutte contre le paludisme pour une durée de cinq ans. Une convention a été signée par le ministre nigérien de la Santé publique et la directrice générale de l'USAID pour le Sahel, marquant ainsi le démarrage des activités du programme. Selon les statistiques officielles, 2 368 286 cas de paludisme confirmés, dont 2 756 décès, ont été enregistrés au Niger en 2017.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Gabon : financement de 855 000 USD de la BAfD pour le développement de la fibre optique**

Le directeur général de l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences (ANINF), Alex Bernard Bongo Ondimba, et le représentant par intérim de la Banque africaine de Développement, Jean-Louis Moubamba, ont signé mardi 20 février un accord de financement de 855 000 USD (454,3 M FCFA) pour le développement de la fibre optique. Ce don devrait financer des études de faisabilité concernant la mise en place d'un centre national des données, d'un centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques ainsi qu'une « infrastructure à clé publique ». Ces structures visent à permettre l'interconnexion du Gabon avec le Cameroun et la Guinée Equatoriale qui n'est pas encore assurée, ainsi que l'extension de la couverture nationale de fibre optique.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : un accord est trouvé avec Glencore

Le 21 février 2018, à Paris, un protocole d'accord a été signé entre la société Glencore et le Tchad. Cet accord offre au Tchad deux ans de grâce dans le remboursement de la dette et allonge la maturité du prêt jusqu'à 12 ans. Il révisé à la baisse le taux d'intérêt et sanctuarise l'approvisionnement en brut de la Raffinerie de N'Djamena. Cet accord va faciliter les décaissements prévus au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et en conséquence ceux des autres bailleurs.

✉ couleaudc@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : augmentation des ventes de tracteurs en janvier 2018

Depuis 2016 les ventes de tracteurs ne cessent d'augmenter en Afrique du sud, passant de 5854 tracteurs vendus en 2016 à 6362 en 2017. Cette tendance devrait se poursuivre au vu des chiffres de janvier 2018. Les ventes de tracteurs ont augmenté de 10,3 % par rapport à janvier 2017, 527 tracteurs vendus en janvier 2018 contre 478 en janvier 2017. Ces résultats sont en grande partie attribués au renforcement de la monnaie (le rand) et aux semis tardifs dans l'est du pays.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : Bolloré augmente ses capacités de stockage pour l'exportation de cacao

Bolloré Transport & Logistics (BTL) a réceptionné un nouvel entrepôt de stockage de 10 000 m² et une station d'emportage de fèves de cacao destinées à l'exportation. Situés sur le port d'Abidjan, ces ouvrages représentent un investissement de plus de 6 Mds FCFA (9,1 M EUR) visant à augmenter les exportations en vrac de cacao. Avec ce nouvel entrepôt, d'une capacité de 30 000 tonnes, BTL porte à 400 000 m² ses capacités de stockage sur les ports d'Abidjan et de San Pedro. Pour mémoire, lors de la campagne 2016-2017, BTL avait exporté plus de 900 000 tonnes de cacao dont 700 000 tonnes de fèves.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : les magasins jouxtant les frontières fermés dans le cadre de la lutte contre la fuite des noix de cajou

Le Conseil du coton et de l'anacarde a décidé le 27 février, dans le cadre de la lutte contre la fuite des noix de cajou, de « la fermeture systématique et immédiate jusqu'à nouvel ordre de tout magasin et centre de collecte situés dans les zones jouxtant la frontière ». Il a décidé également de « l'interdiction de la remontée vers les zones frontalières de tout véhicule ou engin roulant transportant des noix de cajou, ainsi que des cargaisons refoulées à l'entrée des magasins portuaires ».

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo-Brazzaville présent au Salon international de l'agriculture

Le Congo-Brazzaville est représenté au Salon international de l'agriculture (SIA) - qui a ouvert ses portes le 24 février à Paris, jusqu' au 4 mars -, par une délégation de quatre entreprises agricoles congolaises conduite par Les Doigts verts du Congo, une entreprise agro-industrielle qui accompagne des projets agricoles et qui propose des offres de formation aux métiers du secteur. La délégation d'entreprises, constituée d'Agrolac, d'Anaco (noix de cajou) de Glacy (glaces à base de produits locaux), et de la ferme agropastorale d'Ivongui, a fait le pari de se regrouper pour être force de négociation auprès des partenaires commerciaux, techniques et financiers présents au Salon.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : reprise du dialogue sur la charte des mines

Le Président, la chambre des mines et deux syndicats miniers se sont mis d'accord pour suspendre la procédure judiciaire en cours autour de la charte des mines et pour reprendre le dialogue autour de l'écriture d'une nouvelle charte. Lors de son état de la nation, le Président avait en effet prôné une approche partenariale pour débloquer le secteur minier et redonner de la confiance et de la visibilité aux investisseurs.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : Anadarko conclut son premier contrat ferme de fourniture de GNL avec Electricité de France

EDF signe avec Anadarko un contrat d'approvisionnement de GNL pour 15 ans. La société américaine va livrer 1,2 M t/an de GNL. Pour Anadarko, cette signature est une avancée majeure, étant l'une des premières de son projet mozambicain. Le gaz livré sera extrait du gisement sous-marin de Golfinho situé dans le bloc 1 du bassin du Rovuma. Il sera liquéfié à terre dans deux usines devant être construites à proximité de la ville de Palma. Pour lancer ce projet, Anadarko doit parvenir à vendre au moins 8,5 des 12,88 Mt/an devant y être produit.

✉ Adelia.AGOSTINHO@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : Namcor publie un appel d'offre pour son approvisionnement en lubrifiants

La *National Petroleum Corporation of Namibia* (Namcor) a publié un appel d'offre international, pour l'approvisionnement et la livraison de lubrifiants pendant 5 ans. Namcor vend le produit aux différents revendeurs automobiles et de bateaux à travers le pays. Auparavant, l'approvisionnement était assuré par la société sud-africaine Sasol Petroleum.

✉ manon.touron@diplomatie.gouv.fr

▼ Nigéria : Abuja reçoit le sommet nigérian international du pétrole

La première édition du NIPS (*Nigerian International Petroleum Summit*) s'est tenue à Abuja du 18 au 22 février. Le ministre des Ressources pétrolières, Ibe Kachikwu, a notamment abordé la question de la tarification du pétrole et du gaz, qui devra être résolue si l'industrie veut avancer. Cette préoccupation fait écho aux recommandations du Conseil économique national, conduit par le vice-président, qui a mandaté l'un de ses comités pour qu'un prix adéquat soit trouvé en accord avec la Compagnie pétrolière nationale. Le ministre a précisé au cours du NIPS que l'identité des contractants sélectionnés pour réhabiliter les trois raffineries du pays, fonctionnant à 14 % de leur capacité aujourd'hui avec un objectif de 90 % à terme, serait annoncé le mois prochain.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : relance de la mine de manganèse de Tambao

Le Burkina Faso cherche un investisseur prêt à injecter 1 Md EUR pour relancer le projet. Le site de Tambao, qui abrite des réserves de manganèse estimées à près de 100 M tonnes, est à l'arrêt depuis 2015. Un litige oppose le gouvernement burkinabè à Pan African Minerals, une filiale du groupe britannique Timis Mining Corp, qui exploitait le gisement. Les autorités considèrent que la compagnie minière a failli à ses obligations d'aménagements du réseau de transport (réhabilitation de la route Dori-Tambao ou encore du chemin de fer Ouagadougou-Kaya). Pan African Minerals a, pour sa part, saisi la cour d'arbitrage international en requérant 4 Mds EUR de dommages et intérêts au titre du préjudice subi.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : quatre nouveaux permis d'exploitation minière

Le ministre des Mines et des Carrières a signé 4 conventions avec 3 sociétés minières aurifères et une mine de calcaire à ciment. Il s'agit des sociétés Bouéré Dohoun, filiale du groupe canadien Endeavour Mining, de Nordgold Yéou, filiale du groupe russe Nordgold, de Nétiana Mining, filiale du groupe canadien Avesoro et de Sahelian Mining, filiale de la multinationale indienne Wacem. Le coût de l'investissement pour les mines d'or s'élèverait à plus de 47 Mds FCFA (71,6 M EUR) pour une production totale attendue de 10 tonnes et, pour le calcaire, à plus de 4 Mds FCFA (6 M EUR), avec 20 M de tonnes de production. Les recettes totales pour le budget de l'État s'élèveraient à plus de 64 Mds FCFA (97,5 M EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Energie du Mali demande aux industriels de réduire leur consommation d'énergie

Energie du Mali (EDM), compagnie nationale malienne d'électricité, a demandé aux industriels d'éteindre leurs équipements entre 18 et 2h du matin entre le 1^{er} mars et le 31 juillet 2018 afin de réduire la consommation industrielle d'énergie et de privilégier la desserte des ménages. Selon la Direction d'EDM, cette initiative se justifie par le déficit pluviométrique enregistré en 2017 et un niveau trop faible d'eau sur les principaux barrages hydroélectriques (Selingué, Manantali, Félou et Sotuba).

✉ AbdoulayeMalick.SISSOKO@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : grandes lignes du budget du secteur de la santé 2018

Le budget dédié à la santé sera de 205 Mds ZAR (14 Mds EUR) en 2018. Ce montant équivalent à 13,9 % des dépenses devrait progresser à un taux annuel de 7,8 % pour atteindre 240 Mds ZAR (16 Mds EUR) d'ici 2021. Le gouvernement continue son effort en soutenant la mise en place du programme de couverture universelle (le NHI). Il met ainsi l'accent sur recrutement de médecins généralistes, la mise en place de référents dans les écoles pour les contrôles d'optométrie et d'audiologie, et de centre de santé mentale. Prioritaire, le NHI bénéficiera d'un budget supplémentaire de 4,2 Mds ZAR (288 M EUR) en 2018.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ Nigéria : Teleology Holdings choisi pour la reprise de 9mobile

L'organisme en charge de l'évaluation des enchérisseurs pour le rachat de l'opérateur téléphonique nigérian 9mobile, Barclays Africa, a annoncé au groupe Teleology Holdings – un fonds commun de créances - que son offre de 500 M USD était retenue. Il semblerait que le principal concurrent Smile Telecom n'ait pas souhaité augmenter son offre initiale estimée à 300 M USD. La compagnie doit réaliser un premier dépôt de 50 M USD pour conclure l'accord. Pour information, en octobre 2017, 9mobile comptait 17 M d'abonnés, soit environ 12 % de parts de marché.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : l'enseigne de grande distribution *Uchumi* en difficulté

Acteur historique de la grande distribution au Kenya, la chaîne de supermarché *Uchumi* connaît d'importantes difficultés puisque sa direction a annoncé que les pertes de l'entreprise totalisaient 8,95 M USD (895,1 M KES) au premier semestre 2017/18, soit une augmentation de 63,5 % par rapport aux 5,4 M USD (547,3 Mds KES) enregistrés au premier semestre 2016/17. La chaîne de supermarché, dont le gouvernement kenyan détient 14,6 % du capital, a bénéficié d'un prêt de l'Etat de 7 M USD (700 M KES) en décembre dernier et sa direction a récemment entamé un plan stratégique de réduction des coûts qui se traduit notamment par la fermeture de points de vente. La dernière en date est la fermeture cette semaine d'un des magasins « historiques » de la chaîne, située au *Sarit Center* de Nairobi.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : reprise du terminal DCT par le gouvernement djiboutien

Le gouvernement djiboutien a annoncé jeudi 22 février l'exclusion unilatérale de l'opérateur *DP World* de la gestion du *Doraleh Container Terminal* (DCT). Alors qu'un contrat de concession signé en 2006 confiait à *DP World* la gestion du port pour 30 ans, Djibouti s'est appuyé sur sa législation nationale – récente loi du 8/11/2017 de protection des intérêts supérieurs de la nation – pour reprendre unilatéralement la gestion complète du DCT. En réaction, *DP World* a déclaré avoir saisi la Cour Internationale d'Arbitrage de Londres (LCIA) pour faire valoir ses droits et le respect du contrat signé.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Orabank élargie son offre de services numériques

Le groupe Orabank et Cr2 (entreprise irlandaise), propriétaire de la plateforme en ligne Bankworld, signent un partenariat, permettant au groupe bancaire d'élargir sa gamme de services numériques et d'agences en libre-service en accédant à Bankworld. Le groupe Orabank est présent dans 12 pays d'Afrique de l'ouest et du centre : Bénin, Gabon, Guinée, Mauritanie, Tchad, Togo, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, et Sénégal.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : le groupe COFINA lance un appel à candidature pour son institution consacrée aux femmes entrepreneures

La Compagnie financière africaine (COFINA), première institution africaine de mésofinance, annonce la création d'une Institution financière exclusivement consacrée aux femmes entrepreneures d'Afrique. Cette institution, dont la 1^{ère} implantation est prévue en Côte d'Ivoire, aura pour vocation d'accompagner, de financer et de promouvoir les entreprises portées par les femmes. Elle démarrera ses activités au début du second semestre 2018.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : la convention de concession de la SEEG-Veolia résiliée

Invoquant l'intérêt général, l'Etat gabonais a notifié le 16 février dernier à la SEEG -VEOLIA la décision de résiliation immédiate de la Convention de concession de l'eau et de l'électricité publique au Gabon, pourtant renouvelée un an plus tôt au profit de l'entreprise pour une durée de 5 ans. Un arrêté, daté du même jour a procédé par ailleurs à la réquisition de la SEEG pour une durée maximum de 12 mois. VEOLIA était établie au Gabon depuis plus de 20 ans.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Burkina Faso : Salon international du coton (SICOT) du 27 au 29 septembre 2018**

Le Salon international du coton (SICOT) est prévu pour se tenir du 27 au 29 septembre 2018 à Koudougou autour du thème "la transformation intégrée du coton, facteur de création d'emplois et de richesses".

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

